



Un nouveau programme en l'honneur des bénévoles et des mécènes du secteur culturel
page 3



La restauration en deux temps, trois mouvements
page 4



Guide des distinctions décernées aux employés
page 6

août 1991

Volume 9, N° 1



COMMUNICATIONS EXPRESS

Canada

Technologie et culture : une conférence évalue les relations

La Conférence sur la culture et les technologies a permis aux représentants des secteurs culturels et technologiques canadiens de se réunir pour la première fois afin d'évaluer l'incidence des nouvelles technologies sur la création, la production et la distribution de produits culturels.

La Direction de la stratégie et de la planification (DGSP) a organisé cette conférence de deux jours, tenue en mai, qui a attiré

350 participants représentant les artistes, les organismes culturels, les radiodiffuseurs, les éditeurs et les industries de l'enregistrement sonore et de la technologie des communications.

La conférence a fourni une tribune aux intervenants, leur permettant d'examiner les enjeux, d'échanger de l'information et d'établir des alliances entre les divers secteurs impliqués.

«Le but de la conférence

n'était pas de résoudre toutes les questions. Mais dans la mesure où elle nous a permis d'amorcer un dialogue bien orienté avec tous les principaux intervenants, la conférence a sans contredit atteint ses objectifs», d'affirmer Eileen-Sarkar, directrice générale, Stratégie et planification.

Les délégués à la conférence de Montréal ont souligné les problèmes que posent les progrès technologiques, en particulier les répercussions de l'édition électronique sur les graphistes, les barrières psychologiques et les entraves financières à l'utilisation de la technologie, la protection du droit d'auteur et la fusion des technologies des télécommunications et de la radiodiffusion en des systèmes partagés de distribution.

Le ministre des Communications, Perrin Beatty, a insisté sur les liens qui unissent la culture et la technologie. «La technologie sans l'art n'est que de la quincaillerie, et toute société qui commet l'erreur de séparer les deux perd par le fait même son humanité, sa sensibilité et son

Voir page 2: Conférence



Françoise Dompierre, une employée de Communications Canada, a renoué avec une carrière de théâtre fructueuse en tenant le rôle de Rosalba dans la pièce *Les Outardes* de Gaby Déziel-Hupé. Voir «Une comédienne de retour sur scène» à la page 2.

Le MSAT à l'essai

par Jim Todd

Le programme d'essais MSAT, doté d'un budget de 20 millions de dollars, rejoint une clientèle importante et toujours croissante, désireuse de faire l'essai du matériel de télécommunications du MSAT («Mobile SATellite») qui sera lancé en 1994.

Le programme offre aux clients, du matériel, du temps de transmission et un soutien administratif, leur permettant de faire l'essai des fonctions du satellite dans des domaines comme le transport, la prospection, la foresterie et les pêcheries.

Dave Halayko, gestionnaire des essais MSAT, et Allister Pedersen, gestionnaire de la planification et de la coordination des essais, sont en tournée de promotion depuis quelques mois. «Nous avons rencontré plus de 400 personnes représentant 180 ministères et organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux, a précisé M. Halayko. Nous incitons les fournisseurs de services et les fabricants à trouver de nouvelles applications au MSAT.»

Communications Canada offre aux participants des terminaux-mallettes fonctionnant dans la bande L (TML) et des terminaux terriens mobiles (TTM), aux fins des essais.

Le TML est fabriqué par la SkyWave Electronics Ltd., d'Ottawa. Une antenne permet l'utilisation du système téléphonique dans les régions desservies par des réseaux téléphoniques classiques et cellulaires et, ce qui est plus important, dans les régions éloignées non desservies par ces réseaux. Les appels sont acheminés à une station terrienne de la Téléglobe Canada par le satellite de l'Organisation internationale pour les communications maritimes par satellite (INMARSAT) qui sert aux essais. La station terrienne achemine ensuite les appels aux destinataires. Le TML, alimenté par batterie, peut être raccordé à un ordinateur portatif pour la transmission de données.

La gestion de parcs de véhicules ou de flottes de navires est l'une des principales applications des TTM. Terry Mayhew,

Voir page 2 : MSAT

Nouvelle secrétaire parlementaire

Nicole Roy-Arcelin a été nommée secrétaire parlementaire du ministre des Communications, Perrin Beatty. Elle aura pour principale fonction de faire avancer les projets de loi du Ministère au sein de l'appareil législatif.

Élue députée en 1988, Mme Roy-Arcelin a été secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics de septembre 1990 jusqu'en mai 1991.

Elle a également été vice-présidente du Comité permanent de la santé et du bien-être social, des affaires sociales, du troisième âge et de la condition féminine, et

siège maintenant au Comité permanent des communications et de la culture.



Nicole Roy-Arcelin

Pour un groupe cycliste au MDC

À deux ou quatre roues? Question inutile pour bien des employés du Ministère : la bicyclette est le seul choix.

David Nobbs, ancien employé des Services juridiques du MDC, et Don Paskovitch, des Systèmes automatisés de gestion du spectre, voudraient que l'on crée un groupe cycliste au Ministère, afin d'encourager plus d'employés à se rendre au bureau à bicyclette et pour conseiller le Ministère au sujet de l'aménagement des installations pour les cyclistes.

«On pourrait former des groupes à l'administration centrale et dans les régions, qui pourraient s'entraider et partager l'information», indique M. Paskovitch.

Il entretient la promotion du cyclisme au MDC comme une suite logique au Plan vert qui incite les ministères à réduire le gaspillage et la consommation d'énergie. «La bicyclette fonctionne à l'énergie musculaire, une ressource renouvelable, en plus de constituer une façon agréable de se rendre au travail», ajoute-t-il.

Pour sa part, M. Nobbs souligne que le vélo est bon pour la

santé. «Si vous faites six kilomètres trois fois par semaine, vous pouvez atteindre le niveau minimal de condition physique recommandé par Condition physique Canada. Et si vous en faites un peu plus, et plus souvent, vous n'aurez pas besoin de cet abonnement au club sportif.»

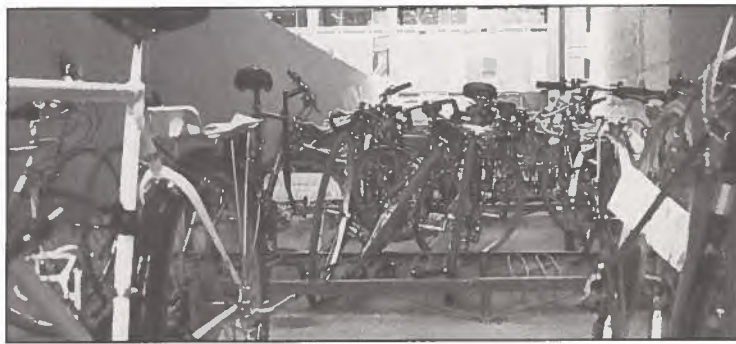
Membre du Groupe consultatif sur le cyclisme d'Ottawa (GCCO), M. Nobbs ajoute qu'un aménagement amélioré des douches et des stationnements inciterait plus d'employés à opter pour la bicyclette.

Les supports du genre «égouttoirs à vaisselle» à l'extérieur de l'édifice Journal, à Ottawa, sont inadéquats : ils ont tendance à fausser les roues et leur

isolement constitue une invitation au vol; de plus, il faut utiliser deux places pour bien attacher sa bicyclette. Les plans du nouvel immeuble du MDC devraient prévoir de meilleures installations pour les cyclistes.

M. Nobbs signale que l'existence d'un groupe cycliste permettrait aux «vélomanes» du Ministère de tirer parti du savoir-faire d'autres groupes, comme le GCCO, qui favorisent des techniques pour mieux rouler dans la circulation et conseillent les administrations municipales en matière de transport public.

Pour plus de renseignements, appeler Don Paskovitch au (613) 990-4765.



Support à bicyclettes à l'administration

Conseils de sécurité

La sécurité est un élément important du travail quotidien des employés. Dans le présent numéro, Communications Express inaugure une chronique régulière sur les procédures de sécurité.

Il y a trois catégories de renseignements désignés ou «protégés». Il s'agit de renseignements de nature délicate mais qui ne risquent pas de porter préjudice à l'intérêt national. Pour les désigner, on utilise les termes Protégé A, Protégé B ou Protégé C. L'employé qui produit un document contenant des renseignements protégés doit l'identifier en conséquence à l'aide de la désignation appropriée (Protégé A, Protégé B ou Protégé C). Ces renseignements ne doivent être communiqués qu'à ceux qui ont

un besoin reconnu de savoir et qui ont au moins fait l'objet d'une vérification de la fiabilité.

- 1) Protégé A : renseignements personnels, par exemple le nom d'une personne accompagné de son adresse, de son numéro de téléphone, de son numéro d'assurance sociale ou de sa date de naissance.
- 2) Protégé B : renseignements personnels de nature particulièrement délicate, par exemple des renseignements médicaux, des renseignements concernant les finances personnelles ou l'état des revenus ainsi que des évaluations de rendement. Cette catégorie vise également les renseignements recueillis dans le cadre d'une enquête de



sécurité, les renseignements de nature confidentielle reçus d'autres gouvernements ou organismes et les renseignements commerciaux, par exemple des secrets industriels.

- 3) Protégé C : renseignements de nature extrêmement délicate. Il faut consulter les Services de sécurité et de soutien des communications avant d'utiliser cette désignation.

Pour plus de renseignements, consulter la section 3 du *Guide de la sécurité* du MDC ou communiquer avec Julie Côté, DSCS, Chef, Programmes de sécurité et d'information spéciale, au (613) 990-4430.

Personnes handicapées : accès plus facile au CRC

Le Centre de recherches sur les communications (CRC) a lancé un programme de quatre ans visant à rendre ses immeubles plus accessibles aux personnes handicapées.

«Le CRC améliore l'accès de ses immeubles toutes les fois qu'il fait des rénovations, indique le chef de la planification et du design, Hellmut Bucholtz. C'est la politique du gouvernement et l'un de nos principes de design depuis des années. Un handicap ne devrait empêcher personne d'utiliser nos installations.»

Le programme du CRC est conforme aux normes énoncées dans le document *Accessibilité des bâtiments et autres installations: Règles de conception* publié par l'ACNOR, et que le Conseil

du Trésor a récemment adoptées comme critères pour l'accessibilité aux personnes handicapées. Les recommandations du programme portent sur d'importantes modifications des immeubles principaux, entre autres l'installation de distributrices de gobelets à toutes les fontaines, la modification des commandes d'ascenseur et la rénovation des salles de toilette.

Pour ce qui est de l'extérieur, on recommande d'ajouter sept espaces de stationnement réservés aux deux qui existent déjà, de modifier les sentiers de gravier et de construire des rampes pour fauteuils roulants.

Le Ministère a prévu 57 000 \$ pour la première année du programme.

MSAT suite de la page 1

superviseur des essais MSAT en conditions réelles, souligne que chaque véhicule d'un parc peut être muni d'un émetteur-récepteur et d'un clavier-écran permettant de communiquer avec un répartiteur. Ce dernier contrôle ainsi le parc, grâce à la puissante unité d'affichage graphique du système indiquant l'emplacement et la situation des véhicules où qu'ils soient en Amérique du Nord.

Les TTM ont été conçus et fabriqués par la Canadian

Astronautics Limited (CAL), d'Ottawa. Dans le cadre d'un essai, la Sea Link Ltd., de St.-John's, intègre les TTM aux systèmes de télécommunications des navires de la Garde côtière du Canada et de Pêches et Océans Canada ainsi que des navires de pêche privés.

Le système peut également s'adapter à la collecte de données à distance. Ainsi, Communications Canada a adjugé un marché à la SEIMAC Limited, de Dartmouth, pour l'élaboration

d'une interface entre le MSAT et les capteurs de données d'une grosse bouée de l'Institut océanographique de Bedford. La bouée servira à mesurer la température de l'eau, la pression barométrique et les courants.

Plusieurs autres organismes participent aux essais, notamment la GRC, la Police provinciale de l'Ontario, Emploi et Immigration Canada, le ministère de la Culture et des Communications de l'Ontario, l'Université de Calgary et la Société Radio-Canada.

Conférence suite de la page 1

talent artistique», a-t-il déclaré dans son allocution.

Nicholas Negroponte, cofondateur du Media Lab au Michigan Institute of Technology, a pour sa part déclaré que l'innovation dans le domaine de l'informatique est maintenant davantage le fait des utilisateurs que des fabricants — tendance qu'il a comparée au développement de la photographie au XIX^e siècle.

La metteuse en scène de Toronto, Anne Stratton, a affirmé de son côté que la difficulté d'accès restreint l'utilisation des innovations technologiques, et que la barrière psychologique disparaîtra le jour où la tech-

Une comédienne de retour sur scène

Pour se distraire de son travail au Ministère, Françoise Dompierre est devenue Rosalba, la commère du village, pendant six semaines, en mai et juin dernier.

C'était toute une transformation pour la gestionnaire en planification et en informatique de la Direction générale des opérations régionales, car cela signifiait un retour sur scène après 15 ans d'absence.

Rosalba est un des personnages de la pièce *Les Outardes*, comédie écrite par Gaby Désiel-Hupé, auteure de la région outaouaise, et jouée au Théâtre de l'île. Ce rôle n'était pas nouveau pour Françoise Dompierre. En effet, elle l'avait interprété en 1969, lors de la création de la

pièce qui avait été saluée comme un jalon important du théâtre dans la région. La scène se passe dans la cuisine d'une famille de cultivateurs sur le point de se disloquer, en partie parce que le père, devenu veuf, désire épouser Rosalba.

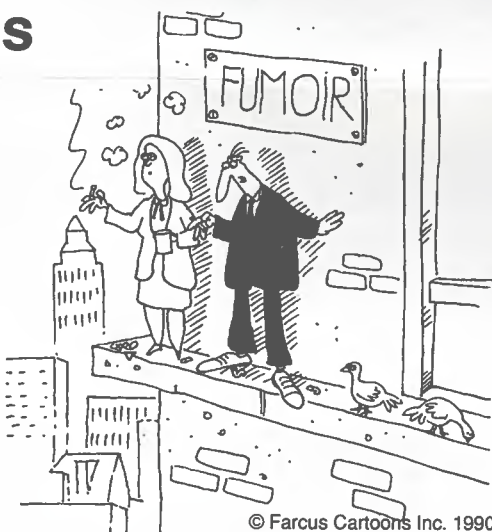
Françoise Dompierre n'a pas de mal à trouver le temps nécessaire pour mener de front théâtre et carrière. «Faire du théâtre est un divertissement pour moi, affirme-t-elle. C'est très différent de mon travail. Je fais du théâtre parce que cela me plaît.»

Cela étant dit, Françoise Dompierre avait quand même délaissé son passe-temps en 1975 parce que c'était devenu trop exigeant de s'occuper à la fois de théâtre, de sa carrière et de

l'éducation de ses deux fils, Martin et Yannick, maintenant âgés de 18 et 19 ans. Son dernier rôle, avant d'interpréter de nouveau Rosalba, avait été celui de Miss Foxhill dans une pièce de Tennessee Williams, *Soudain l'été dernier*, présentée au Studio du Centre national des Arts, à Ottawa.

Revenue sous les feux de la rampe, Françoise Dompierre a l'intention de jouer dans deux pièces par an, rythme qu'elle avait adopté lors de ses débuts comme comédienne en 1962. Même si des rôles bien déterminés ne se sont pas encore précisés, elle aimerait interpréter un personnage de la prochaine mise en scène de *Belles Soeurs* de Michel Tremblay au Théâtre de l'île.

Farcus



© Farcus Cartoons Inc. 1990

C'est le troisième fumeur qu'on perd cette semaine.

COMMUNICATIONS EXPRESS

Communications Express est publié six fois par année à l'intention des employés de Communications Canada par les services d'information. Le journal poursuit les objectifs suivants : informer les lecteurs des activités du ministère et du personnel; souligner les réalisations des employés; informer les lecteurs des développements dans les domaines des communications et de la culture; favoriser un débat instructif sur des sujets qui concernent le Ministère, ses clients et son personnel.

Communications Express accueille volontiers les lettres ouvertes, les suggestions d'articles et les contributions des lecteurs. Veuillez communiquer avec le rédacteur en chef concernant les lignes directrices à suivre.

Adresse :

Communications Canada
300, rue Slater, pièce 1932
Ottawa (Ontario) K1A 0C8

Comité de rédaction : Yves Brunet, Michael Holmes, Patricia Jaton, Marie-Geneviève Mounier, Paul Soucy, Tim Hibbard, France Nadeau, Marguerite Gobeil, Jeanne Drouillard, Mary Frances Laughton, Dan Rainboth, Anne Séguin, Winnie Pietrykowski.

Rédacteur : Jim Todd, (613) 990-4833.

Conception et production : Walsglass Communication Services Ltd. Ont collaboré à ce numéro : John Brebner, Jean Caron, Michael Holmes, Jeanne Lindblad, Josée Miville-Dechéne, Marie-Michelle Morisset.

ISSN : 0833-5400

Papier recyclé



Téléphones sans cordon à l'administration centrale

La Direction générale de la politique des télécommunications est passée aux téléphones sans cordon en participant aux essais en conditions réelles de téléphones portatifs légers dont la qualité sonore se compare à celle des téléphones ordinaires.

Bell Canada a entrepris les essais en juin, quand huit employés de la Direction générale ont reçu des téléphones de poche sans cordon, afin d'évaluer le fonctionnement du matériel dans des bureaux, nous a expliqué Parke Davis, directeur de l'Organisation et des services industriels à la Direction générale de la politique des télécommunications. Trente-cinq employés participent maintenant aux essais.

Les téléphones utilisent des signaux radio pour se raccorder au réseau téléphonique par l'intermédiaire de stations (de la taille d'un roman de 400 pages) suspendues au plafond des 17^e, 18^e et 20^e étages de l'immeuble Journal nord. Les téléphones peuvent être utilisés jusqu'à 200 mètres de la station.

Les participants signaleront à

Bell toutes les coupures de la couverture produites par des obstacles comme les murs et les cloisons. Bell pourra alors déplacer les stations pour assurer une meilleure couverture. Les participants communiqueront également leurs observations sur les avantages, les fonctions, la qualité et les particularités du matériel alimenté par piles.

Marie Villeneuve, secrétaire à la Direction de la politique du spectre et de l'orbite et participante aux essais, compte beaucoup sur son téléphone portatif. «Quand je dois m'absenter de mon bureau, je peux toujours prendre des appels, dit-elle. C'est une bonne idée d'avoir un stylo et du papier sur soi pour prendre les messages.»

Les téléphones offrent plusieurs fonctions, dont le renvoi automatique, le transfert d'appels et la composition abrégée. De plus, il est possible de fermer l'appareil si l'on désire ne pas recevoir d'appels.

M. Davis a souligné qu'actuellement au Canada, plus de 20 entreprises sont autorisées à faire

l'essai en conditions réelles de téléphones sans cordon. L'essai effectué à Communications Canada est l'un des nombreux essais menés par Bell Canada.

M. Davis a de plus indiqué qu'à l'automne, le Ministère compte inviter les entreprises du secteur privé à présenter des propositions pour la prestation d'un service commercial de téléphonie sans cordon. Quatre entreprises seront probablement autorisées à exploiter ce service à l'échelle nationale.

«Le service s'adressera à l'ensemble de la population, au contraire du service cellulaire qui s'adresse principalement au monde des affaires, a expliqué M. Davis. L'une des principales utilisations projetées des téléphones sans cordon est d'offrir une solution de rechange à l'utilisation des téléphones publics payants. Les études de marché révèlent que les gens sont prêts à payer un tarif fixe d'environ 45 cents par appel pour utiliser leurs propres téléphones sans cordon par l'intermédiaire de stations publiques.»



Le ministre des Communications, Perrin Beatty (à gauche), et le dramaturge du XVII^e siècle, Marc Lescarbot, incarné par Alan Melanson, dévoilent le trophée Marc Lescarbot à Halifax.

En l'honneur des bénévoles et des mécènes du secteur culturel

Pour souligner l'action des nombreux bénévoles et mécènes qui contribuent généreusement à la vie culturelle au pays, le ministère des Communications vient de mettre sur pied un nouveau programme.

Lancé en juin, le Programme de reconnaissance du bénévolat et du mécénat culturels offrira le Prix Lescarbot, afin de faire mieux connaître et apprécier du public la précieuse contribution des bénévoles et des mécènes.

Ghislaine Roy, planificatrice à la Direction générale de l'information, a mis au point ce programme avec l'aide des gestionnaires régionaux des affaires publiques et des agents régionaux des communications et de la culture.

Selon le rapport du Groupe de travail sur le financement des arts de 1986, le travail des 213 000 bénévoles du secteur culturel canadien représente une valeur annuelle d'environ 182 millions de dollars. Les mécènes ont contribué pour environ 35 millions de dollars au financement des arts en 1985, ajoute le rapport.

Bénévoles et mécènes jouent un rôle essentiel pour la survie des 1 100 musées, 220 troupes de théâtre, 88 orchestres, 48 troupes de danse et autres organismes culturels du Canada, a dit M^{me} Roy.

Le Prix Lescarbot a été nommé en l'honneur de Marc Lescarbot, considéré comme le

premier bénévole culturel du Canada. Il aurait, croit-on, présenté la première pièce de théâtre en Amérique du Nord, le *Théâtre de Neptune*, en 1606, dans la région où se trouve aujourd'hui Annapolis Royal, en Nouvelle-Écosse.

«Dans les années à venir, le secteur canadien des arts et de la culture devra compter de plus en plus sur le talent et les compétences de bénévoles, a dit Marie-Christine Dufour, directrice des affaires publiques et de la planification à la Direction de l'information. Le Prix Lescarbot permettra de reconnaître publiquement et de façon concrète cette précieuse ressource et encouragera le bénévolat et le mécénat dans le secteur des arts et du patrimoine», a-t-elle ajouté.

Le Programme de reconnaissance du bénévolat et du mécénat culturels ne remplacera pas les autres formes d'aide au secteur culturel. Ce sera plutôt un complément à l'aide fédérale dans le domaine des arts et du patrimoine au Canada, a expliqué M^{me} Dufour.

Les prix-certificats, médailles, brochures et trophées conçus et produits par l'artiste montréalais Antoine Lamarche — seront décernés pour la première fois au printemps de 1992, à l'occasion de la Semaine de l'action bénévole et des fêtes marquant le 125^e anniversaire du Canada.

L'ICC et le CNRC élaborent un lecteur optique tridimensionnel pour les musées

par Michel Vachon

L'Institut canadien de conservation (ICC) prévoit que le lecteur optique tridimensionnel mis au point par le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) aura des applications fascinantes dans le domaine de la conservation et de la muséologie.

John Taylor, chef des Services de la recherche analytique de l'ICC, souligne que le lecteur du CNRC, qui a récemment mé-

rité un premier prix au premier Concours international de la technologie des nouveaux médias, pourrait être utilisé par les restaurateurs pour réaliser des images tridimensionnelles exactes et détaillées des objets.

M. Taylor fait état d'un intérêt mondial pour l'élaboration d'un tel système à des fins muséologiques. «Les Américains, les Européens et les Japonais cherchent à élaborer un système de ce type. Si nous ne le dévelop-

pons pas nous-mêmes au Canada, quelqu'un le fera ailleurs.»

Étant donné que le contrôle colorimétrique est important pour les restaurateurs et les musées, Réjean Baribeau, de l'ICC, a collaboré avec le CNRC au développement de la capacité d'enregistrement des couleurs du lecteur optique.

M. Taylor précise que le lecteur serait d'abord appliqué à des travaux haut de gamme exigeant une grande précision, et plus tard, suivant les développements, à des applications générales d'enregistrement et de recherche. «Par exemple, une partie importante des collections des musées d'art est entreposée. Le lecteur pourrait permettre de consulter tous les objets en tout temps au moyen de bases de données où seraient stockées des images de haute qualité.»

M. Taylor signale qu'un prototype destiné aux musées pourrait être disponible dans deux ans. «Cette technologie a été développée et financée au Canada. Il serait dommage de permettre à quelqu'un d'autre d'en parachever l'élaboration et de récolter tous les profits.»



Ian Wainwright, spécialiste en restauration de l'ICC, travaille sur une peinture avec un scanner au laser.

À la recherche de normes internationales

Plusieurs conférenciers du premier Colloque canadien sur les normes des technologies de l'information et des télécommunications ont demandé que le Canada travaille en vue d'une harmonisation à l'échelle mondiale de ces technologies.

Plus de 160 personnes d'une trentaine de sociétés ont assisté à ce colloque tenu à Ottawa en mai et organisé par le Bureau du programme des normes du Ministère. On y a abordé certains des grands dossiers, comme les répercussions de l'unification du marché européen, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les É.-U. et les possibilités

commerciales dans les pays du Pacifique.

Pour plusieurs conférenciers, la question de l'heure est la suivante : comment positionner au mieux l'industrie canadienne des technologies de l'information et des télécommunications quant au marché mondial? La plupart des participants se sont dit en faveur de l'application, sauf dans des cas uniques, de normes internationales.

«Si nous croyons au concept du marché ouvert et à un éventuel marché mondial unique, l'idéal serait d'avoir une seule norme reconnue pour un produit donné dans tous les pays où l'on

veut faire affaire», a déclaré le conférencier d'honneur, John Kean, président de l'Association canadienne de normalisation.

Pour sa part, le ministre des Communications Perrin Beatty a indiqué que le gouvernement et l'industrie canadienne des technologies de l'information et des télécommunications doivent orienter activement leurs activités de normalisation avec un but global en tête. «Pour que notre industrie demeure concurrentielle sur un marché mondial féroce, nous devons participer à l'établissement de normes pour pouvoir influencer sur les règles internationales», a-t-il précisé.

En effet, il faudra absolument que l'industrie et le gouvernement coopèrent si l'on veut vraiment avancer, a indiqué le sous-ministre adjoint à la recherche et au spectre, Michael Binder. «Une étroite collaboration du gouvernement et de l'industrie vont caractériser les années 1990, afin d'atteindre des objectifs communs et de répartir les risques qui accompagnent la recherche et l'innovation.»

Pour étayer cette sorte de partenariat, le ministère des Communications et le Conseil canadien des normes ont établi le Conseil consultatif canadien sur les normes de télécommunications (CCCNT) chargé d'étudier les grands dos-

siers des télécommunications et de préparer des recommandations.

«Le CCCNT doit améliorer l'infrastructure canadienne des normes de télécommunications en servant de centre de coordination et n'est pas censé retarder l'approbation des normes», a précisé le sous-ministre adjoint aux politiques des communications, Paul Racine.

Le Ministère attend maintenant de recevoir les recommandations issues du colloque qui formeront la base d'un plan de promotion des stratégies de technologies de l'information et des télécommunications au Canada.

La restauration en deux temps, trois mouvements

Rares sont les casse-tête aussi précieux que celui que vient d'assembler l'Institut canadien de conservation (ICC) en restaurant une horloge tarabiscotée du XVIII^e siècle, propriété du Musée royal de l'Ontario.

«Nous avons reçu l'horloge avec des enveloppes et des boîtes renfermant des centaines de morceaux d'écaille de tortue, des garnitures de laiton, de petits morceaux de similor (métal imitant l'or) et certaines des pièces les plus fines de l'horloge. Trier toutes ces pièces était un

véritable travail de bénédictin», nous dit Laura Nagora, restauratrice adjointe à la section du mobilier de l'ICC.

L'horloge en marqueterie d'écaille et de laiton est attribuée à André-Charles Boulle, ébéniste de Louis XIV. C'est l'un des plus importants exemples d'horloges anciennes et de meubles Boulle au Canada. «Boulle a perfectionné cette technique de marqueterie, explique M^{me} Nagora. Les matériaux ne sont pas vraiment compatibles, mais l'art de Boulle leur a donné vie.»

Au début, les restaurateurs avaient estimé à cinq ans la durée du projet, mais une équipe de sept personnes, dont un étudiant universitaire en restauration, l'a mené à terme en quatre ans.

La restauration s'est faite en plusieurs étapes. D'abord, il a fallu déterminer le mode d'assemblage des multiples pièces. L'horloge comportait une triple «enveloppe»: gaine de bois, marqueterie d'écaille et de laiton et garnitures de similor. La gaine était légèrement instable et devait être consolidée.

Il a fallu ensuite vérifier s'il manquait des morceaux de marqueterie, puis documenter et reproduire les pièces manquantes. Environ la moitié des incrustations avaient disparu, mais comme les deux côtés de l'horloge étaient symétriques, on avait assez d'information pour pouvoir reconstituer intégralement la marqueterie.

Des morceaux d'écaille de tortue, dont certains avaient été taillés antérieurement par un autre restaurateur, furent teints à l'imitation des incrustations d'origine. «Il fallait encore préparer les pièces et réparer la gaine, mais ce restaurateur, qui qu'il soit, nous a fait gagner du temps», commente M^{me} Nagora.

Le projet s'est avéré un excellent exercice. «Il nous a permis d'enseigner à des étudiants comment organiser un projet de ce genre, faire les recherches nécessaires et déterminer quand une pièce manquante doit être remplacée. Les étudiants ont en outre eu l'occasion de travailler avec des outils manuels,» explique M^{me} Nagora.



Peter Newlands, conservateur attaché au Programme de bourses en conservation de l'ICC, met la dernière main à l'horloge Boulle.

Le Comité de lutte contre la bureaucratie publie ses rapports

Après avoir supprimé bien des tracasseries administratives, le Comité de lutte contre la bureaucratie excessive a publié les rapports finaux de deux de ses trois groupes de travail originaux.

Le groupe de travail sur la planification et celui sur les déplacements et la sécurité proposent de réduire la paperasserie, de simplifier et d'informatiser les formulaires, et de rationaliser les méthodes. Le rapport du groupe de travail sur les finances est attendu pour l'automne.

Un des principaux objectifs des groupes de travail, dont les membres venaient de toutes les régions et de toutes les professions, était de supprimer l'avalanche de renseignements répétitifs, désuets ou inutiles à fournir dans le cadre de la

méthode de planification et de gestion du Ministère.

La présidente du groupe de travail sur la planification et directrice générale adjointe des relations internationales, Elisabeth Châtillon, a signalé que le groupe de travail avait pu supprimer 13 lettres d'appel parmi les 33 documents de planification répertoriés. On a de plus éliminé plusieurs formulaires tandis que d'autres sont restés des instruments de planification à utiliser au besoin. La méthode de cueillette de l'information a été simplifiée; en effet, on a remplacé de longues directives écrites par des rencontres entre la Gestion intégrée et les coordonnateurs des divers secteurs.

On a aussi recommandé d'informatiser les formulaires. Par exemple, le Questionnaire pour l'obtention de l'autorisation de sécurité, qui compte huit pages et que les employés remettent à jour tous les cinq ans, sera transféré sur disquette, afin de

pouvoir le stocker et le modifier au besoin.

Avec l'approbation du Comité consultatif des cadres supérieurs, on préparera une trousse de gestion qui deviendra le principal instrument de planification des gestionnaires. Elle comprendra un calendrier de planification annuel ainsi que des formulaires de planification, de gestion financière et de gestion du personnel sur disquette.

Deux nouveaux groupes de travail présenteront leur rapport d'ici à la fin de l'année. Celui qui porte sur l'administration sera présidé par le chef de cabinet intérimaire à la coordination des politiques, Pierrette Houle, tandis que l'autre, portant sur les procédures de gestion du personnel, sera coprésidé par la directrice des opérations du personnel, Sharon Fleming, et par le directeur invité de FP 2000 à la Direction des ressources humaines, Dan Rainboth.



**Réduisez la paperasserie
Simplifiez les formalités**



Le Ministère reçoit régulièrement des lettres faisant l'éloge du travail de certains employés. En voici un exemple.

L'honorable Perrin Beatty

Monsieur le Ministre:

Il me fait plaisir de vous annoncer que la Compagnie Marconi Canada et la Perumtel, fournisseur national de services de télécommunications du gouvernement de l'Indonésie, ont conclu un marché d'une valeur de 13 574 000 \$, le 28 mars 1991, à Jakarta en Indonésie. Ce marché comprend un réseau de messagerie à valeur ajoutée et l'installation de noeuds à Jakarta, à Medan, à Surabaya, à Ujung Pendang et à Denpasar.

Je tiens à souligner l'importance des relations intergouvernementales entre le Canada et l'Indonésie, particulièrement entre le ministère indonésien des Communications et Communications Canada. Ces bonnes relations, ainsi que le soutien que nous avons reçu, ont joué un rôle capital dans la conclusion de ce marché, étant donné que la Perumtel relève du ministère indonésien des Communications. Nous sommes au courant de plusieurs initiatives très valables – TEMIC, Intercom 90 et les visites sur place des agents à la commercialisation – entreprises par le Ministère et son groupe chargé de la commercialisation internationale pour promouvoir et maintenir ces relations.

Merci à vous et à vos fonctionnaires de votre appui constant. Cet appui est particulièrement utile quand nous faisons affaire avec des pays en voie de développement, où la coopération et les garanties intergouvernementales sont indispensables. J'espère que l'importance, pour l'industrie canadienne des télécommunications, des activités de soutien à la commercialisation internationale menées par le ministère des Communications, reçoit la reconnaissance qu'elle mérite en cette période de restrictions budgétaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Joe Bedford
Vice-président
Compagnie Marconi Canada
Kanata (Ontario)

Un nouveau coordonnateur du PAE

Wally Munro, chef, Politique des ressources humaines, est la nouvelle coordonnatrice du Ministère au chapitre du Programme d'aide aux employés (PAE).

Le PAE s'adresse aux employés aux prises avec des problèmes de santé ou d'ordre personnel qui influent sur leur rendement au travail. Il conseille ou aide confidentiellement les employés qui font appel à ses

responsables ou qui sont envoyés par leurs surveillants.

Vous pouvez joindre M^{me} Munro au (613) 998-5492 ou vous rendre à son bureau, à la pièce 1504 de l'immeuble Journal nord, 300, rue Slater, ou bien appeler la représentante de Santé et Bien-être social Canada auprès du Ministère, M^{me} Olga Kersten Matwin, au (613) 232-7702.



Le plus récent cours d'orientation pour les surveillants, organisé par la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines, a eu lieu du 18 février au 1^{er} mars 1991. Des employés de tout le Canada se sont réunis, à Kingston, pendant 10 jours. De gauche à droite : (3^e rangée) Pierre Quesnel, Attila Paldi, Pim Vanderveen, John Janes, Dave Taylor, Pierre Lortie, Jim Laursen, Jim Fox, Bruce Weston, Carmen Centofanti (directrice du cours), Jim Thiessen et Yagoda Bulat; (rangée du milieu) Kathy Mathews, Debbie Duggan, Krystyna Chelminska, Suzanne Murphy et Bernice Sears; (1^{re} rangée) Jeannette Sabourin, Lucy Digiovanni, Henry Klain et Marilyn Matte.

Profil d'un bureau de district

Le bureau de district du nord de l'Ontario

À l'heure de la régionalisation et de la décentralisation, les bureaux de district offrent au public local tout un éventail de services liés aux initiatives du Ministère.

Le bureau de district du nord de l'Ontario (BDNO) représente le Ministère dans toute sa diversité en s'occupant aussi bien de la gestion du spectre, des inspections de stations radio de navire, des enquêtes sur le brouillage radio-électrique que de l'administration locale du Programme d'aide aux

musées, du Programme d'initiatives culturelles et des services relatifs à l'archéologie et au patrimoine.

Le BDNO dessert une superficie de 720 000 kilomètres carrés, de Muskoka (au nord de Barrie) à la baie d'Hudson, et de la frontière du Québec à celle du Manitoba.

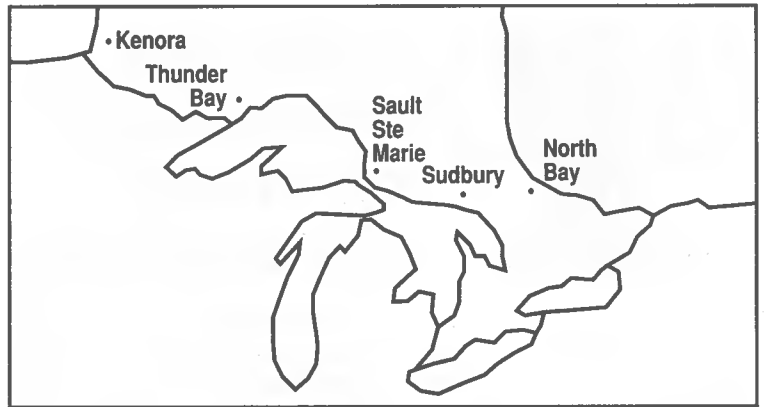
Le bureau principal du district est à Sault Sainte-Marie, ville «septentrionale» du point de vue ontarien, mais, en réalité, à environ la même latitude que l'Île-du-Prince-Édouard ou que Portland, en Oregon.

Le BDNO emploie 18 personnes dans cinq bureaux: un EL7, deux EL6, quatre EL4, quatre CR4 et un CR3 à Sault Sainte-Marie; un EL5 à Kenora; un EL5 et un EL4 à Thunder Bay et à Sudbury; et un EL5 à North Bay. Les 1 500 kilomètres qui séparent Kenora de North Bay représentent parfois un véritable défi pour les communications, les déplacements et les services de soutien.

Avec l'aide du Centre de recherches sur les communications et de Télésat Mobile Inc., le BDNO a installé des terminaux

MSAT (KIT routier) dans cinq de ses véhicules. Le personnel a conçu un ingénieux support d'antenne, et des essais ont permis d'améliorer encore l'efficacité du service et des opérations, surtout dans les régions isolées.

Le bureau de district a collaboré avec la Wawatay Native Communication Society à l'établissement d'un programme de formation sur les opérations radio à ondes décimétriques et produit à cette fin une brochure, une émission de radio et une bande vidéo. En outre, le bureau a sans



doute été le premier à désigner un CR comme examinateur bénévole certifié aux examens visant l'obtention du certificat restreint de radiotéléphoniste.

Les gens du Ministère en voyage dans le district sont invités

à faire un saut aux bureaux du BDNO. S'il s'agit d'une visite chez un client, il serait bon d'en informer le bureau, qui pourra fournir aide et information et peut-être coordonner des activités connexes.

Coup d'oeil sur le BDNO

Le directeur de district :

Bud Campbell

Employés: 18 Bureaux :

Sault Sainte-Marie, Kenora, Thunder Bay, Sudbury, North Bay

Stations de radiodiffusion: 430

Entreprises de câblodistribution: 70

Titulaires de licence: 36000

Recettes annuelles de la délivrance de licences:

3 millions de dollars

Tribune libre

C'est en imitant qu'on apprend

par Dave Dawson

Conseiller principal, Programmes des Communications
Opérations régionales



Les qualités de chef sont l'un des éléments-clés de l'avant-propos de Keith Spicer au rapport du *Forum des citoyens sur l'avenir du Canada*. Non sans raison, si le nombre de critiques cinglantes recueillies au sujet des responsabilités du gouvernement et de l'importance qu'accordent les Canadiens à la qualité de la direction.

C'est en imitant qu'on apprend, les enfants en sont la preuve. Les adultes font de même : les employés d'un organisme comme Communications Canada ont tendance à se comporter comme leurs patrons. Si les modèles sont bons, l'imitation aura des effets positifs et contribuera à la croissance générale. Toutefois, si les modèles sont négatifs, que de problèmes en perspective, tant pour les employés et les gestionnaires que pour l'organisation tout entière!

Les bons chefs subissent les mêmes influences et ressentent les mêmes émotions que les mauvais, mais leurs réactions sont différentes. Ils évitent de nuire à tout le monde, y compris à eux-mêmes, en «explosant» quand ils sont contrariés.

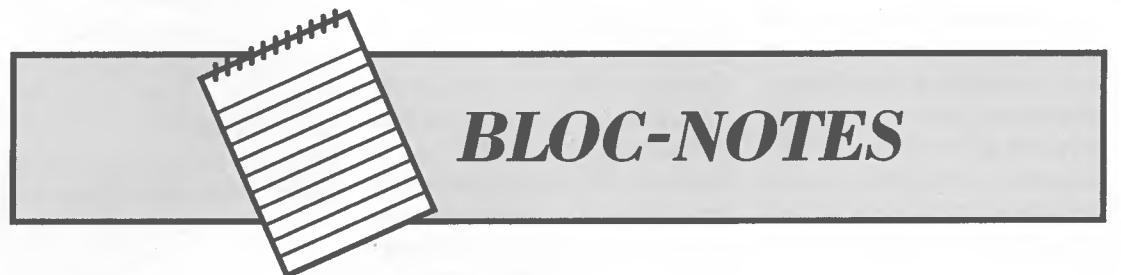
Les bons chefs ne réprimandent pas publiquement leurs employés; ils restent conscients de la portée de leurs paroles et allient la sagesse à l'autorité. Ils aident aussi leur personnel à fixer des objectifs et à les atteindre. Au contraire, les mauvais dirigeants passent leur temps à se plaindre que la situation est inacceptable sans explorer les façons d'y remédier.

Les bons chefs savent écouter la participation de tous, alors que les mauvais rejettent et ridiculisent les suggestions jugées inutiles.

Communications Canada s'est engagé, dans son énoncé de mission, selon six principes directeurs : le service comme objectif primordial, le bien-être de l'individu, une bonne gestion, une communication efficace, la reconnaissance des réalisations, le travail d'équipe et des valeurs communes. Ces principes importants ne pourront toutefois être respectés que si la qualité du commandement est élevée.

Une direction courtoise, ouverte et attentionnée, voilà un exemple que les employés veulent suivre. Une direction qui se montre impolie, insensible ou arbitraire rendra un mauvais service aux employés tentés de faire de même, qui apprendront, à leurs dépens, qu'un tel comportement n'arrange pas les choses et gaspille tout simplement temps et énergie.

Tribune Libre est une chronique de Communications Express qui vise à favoriser la diffusion d'idées et d'opinions. Tout article de 200 à 400 mots peut être publié pourvu qu'il soit signé et qu'il réponde aux normes habituelles. Faire parvenir votre article à la rédacteur en chef, Communications Express, 19e étage, 300, rue Slater, Ottawa (Ont.) K1A 0C8.



L'édition électronique et les symboles du PCI

Deux des symboles les plus souvent utilisés du Programme de coordination de l'image de marque du gouvernement sont maintenant sur disquette. Il s'agit du drapeau du Canada et du mot-symbole «Canada», encapsulés dans des fichiers PostScript. Pour les obtenir, s'adresser à l'un des deux coordonnateurs du PCIM au Ministère, Jean Bélanger (990-4075) ou Réjeanne Brisebois (990-4594).

La plupart des programmes de mise en page et certains programmes de traitement de texte (comme le WordPerfect 5.1) peuvent incorporer directement ces fichiers à un document. «On élimine ainsi une étape du travail, ce qui rend la vie plus facile», explique M^{me} Brisebois.

Le partenariat profite aux secteurs privé et public

En établissant un partenariat, le gouvernement et le secteur privé partagent risques, bénéfices, décisions et pouvoirs, et ce, en vue d'un renforcement mutuel, selon le président du Forum des politiques publiques, Sheldon Ehrenworth.

Prenant la parole, le 31 mai, à l'atelier de planification stratégique intitulé «Les partenariats du MDC dans un monde complexe», M. Ehrenworth a invité les gouvernements à trouver les activités où plus de responsabilités pourraient passer au secteur privé, grâce à un partage des pouvoirs et de la prise de décisions.

«Un véritable partenariat ne repose pas sur le seul transfert des pouvoirs, mais aussi sur celui des devoirs et de la responsabilité. C'est obtenir que d'autres fassent le travail à notre place, et souvent, ils le font mieux que nous parce qu'ils ne sont pas assujettis aux mêmes contraintes», a fait remarquer M. Ehrenworth.

Le libre partage de l'information avec les gens de l'extérieur est un excellent moyen d'entreprendre un partenariat avec le secteur privé, a-t-il dit.

«Tout partage des pouvoirs est la clé du succès du partenariat; certains fonctionnaires ont cependant beaucoup de réticences à céder des pouvoirs ou même à partager l'information.»

Le Forum des politiques publiques est une organisation sans but lucratif, politiquement indépendante, et qui s'occupe de promouvoir la compréhension mutuelle et la consultation entre les dirigeants du gouvernement, du patronat, des syndicats et du milieu de l'enseignement.

L'atelier fait partie d'une série qui vise à permettre aux employés de participer au processus d'établissement de la politique et de la planification du Ministère.

Le bureau régional de la C.-B. et du Yukon célèbre son 20^e anniversaire

Plus de 40 employés, actifs et retraités, se sont réunis le 15 mai pour célébrer le 20^e anniversaire du bureau régional de la C.-B. et du Yukon et pour se remémorer les réalisations de toutes ces années.

Hal Halladay et John Quigley, anciens directeurs du bureau régional, se sont déplacés pour l'occasion et ont présenté l'histoire du bureau régional depuis 1971, année de son transfert du ministère des Transports à celui des Communications. Bien que le Ministère ait été créé en 1969, ses cinq bureaux régionaux n'ont été établis que deux ans plus tard.

Le RCIP reçoit des spécialistes en muséologie d'Asie

Six spécialistes en muséologie d'Asie du Sud-Est ont passé l'été au Canada pour y étudier la documentation muséale, dans le cadre d'un programme parrainé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), avec le concours du Réseau canadien d'information sur le patrimoine (RCIP) du ministère des Communications.

Pendant leur séjour, les

représentants de Malaisie, de Thaïlande, des Philippines, de Singapour et de Brunéi ont visité plusieurs musées nationaux et établissements culturels, en plus de participer à un programme de formation en documentation muséale.

Élaboré par le personnel du RCIP, le programme comprenait une partie générale destinée à tous les stagiaires, pour la plupart conservateurs de musée, et une seconde partie adaptée aux intérêts de chaque participant.

Le programme de formation s'inscrit dans un accord de coopération industrielle, commerciale et de développement, conclu en 1981 entre le Canada et l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). En juin 1987, un centre Canada-ANASE ouvrirait ses portes à Singapour dans le but d'augmenter la présence de l'ACDI et le rayonnement du Canada dans les pays du Sud-Est asiatique.

Dîner-causerie pour les femmes du MDC

Plus de 80 employées de Communications Canada et d'autres ministères ont eu l'occasion de nouer des liens professionnels et sociaux à l'occasion d'un dîner-causerie tenu le 20 juin dernier, à Aylmer (Québec).

Ce dîner faisait suite à la conférence de janvier intitulée «Les femmes au MDC : aujourd'hui et demain», où l'on avait suggéré que les femmes fonctionnaires du Ministère aient plus d'occasions de se rencontrer.

Les deux conférencières invitées étaient Pamela Wallin, correspondante aux Affaires nationales du réseau CTV, et Nadine Labelle, anciennement directrice intérimaire, Gestion, Secteur des arts et du patrimoine au MDC. Mme Wallin a parlé des défis que doit affronter la femme dans l'univers des médias électroniques et de l'image de la femme véhiculée par la télévision. Mme Labelle, qui vient de quitter le Ministère, a parlé de son expérience en tant que femme et gestionnaire dans la fonction publique.



Guide des distinctions décernées aux employés

Le programme des distinctions de Communications Canada vise à encourager et à récompenser l'excellence au sein du Ministère. Il prévoit les 10 distinctions suivantes :



Distinctions créées par Communications Canada

Attestation du mérite des employés

Cette distinction, créée en 1989, revêt un caractère unique en ce que les candidats sont désignés par leurs collègues, selon les critères établis par un comité d'employés. Pour être mis en nomination, il faut avoir exécuté un projet qui contribue considérablement à la réalisation des objectifs du Ministère, pris des mesures qui améliorent le fonctionnement de celui-ci ou la qualité de vie au travail ou accompli un acte humanitaire ou digne de mention. Le prix consiste en un trophée et une attestation signée par le sous-ministre.

Prix du directeur général

Cette distinction reconnaît le caractère exemplaire d'un travail

donné. Les candidats peuvent être désignés par n'importe qui et sont sélectionnés par les sous-ministres adjoints, les directeurs généraux ou les directeurs exécutifs. Il ne s'agit pas d'un prix en argent, mais d'un cadeau d'une valeur maximale déterminée par le Conseil du Trésor.

Prix du sous-ministre pour les réalisations collectives

Cette distinction est décernée aux groupes d'employés qui contribuent de façon remarquable à la réalisation d'un projet du Ministère. Les candidatures sont présentées par les SMA et les directeurs exécutifs régionaux (sur recommandation des directeurs ou des directeurs généraux), n'importe quand pendant l'année. Le prix est un certificat signé par le sous-ministre et portant le nom de tous les membres de l'équipe.

Certificat pour contribution spéciale

Ce certificat reconnaît les bonnes actions non récompensées par un autre programme. Il identifie le mérite d'une action liée au travail ou à une organisation à l'extérieur de la fonction publique.

Tout employé peut proposer un collègue de n'importe quel niveau ou groupe. Le certificat est signé par le directeur général ou le SMA de la personne méritante.



Distinctions de la fonction publique dont le Ministre assure l'administration

Prime au mérite

Il s'agit d'une récompense en argent destinée à reconnaître le caractère méritoire du rendement au travail d'un employé ou d'un groupe d'employés. Le Conseil du Trésor établit les lignes directrices qui définissent l'importance de la somme remise, et le sous-ministre présente un certificat. Les membres de la catégorie de la gestion ne sont pas admissibles à une prime en argent, mais peuvent recevoir un cadeau et le certificat susmentionné. Les directeurs généraux proposent les candidatures possibles au sous-ministre adjoint, Gestion intégrée, qui les transmet à un comité ministériel, lequel les porte devant le sous-ministre pour être approuvées.

Prime à l'initiative

Cette distinction a été créée voilà 15 ans pour saluer les employés qui font d'utiles suggestions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur sphère de responsabilité. Elle consiste en un certificat et un prix en argent dont

le Conseil du Trésor établit les lignes directrices qui en définissent l'importance. Toute personne peut proposer un collègue en tout temps. Les employés peuvent recevoir un prix en argent s'ils n'ont pas le pouvoir de mettre en pratique la suggestion faite. Le candidat retenu ne doit pas appartenir à la catégorie de la gestion ni assurer la gestion du programme des primes.

Prime pour longs services

Cette récompense est décernée aux employés qui ont fourni de loyaux services pendant de nombreuses années. Elle existe à trois niveaux : à la retraite, après au moins 10 années de service, un certificat signé par le premier ministre; après 25 années de service, une plaque en bois signée par le sous-ministre et le premier ministre; après 35 années de service, une médaille en argent.



Distinctions de la fonction publique dont le Conseil du Trésor assure l'administration

Certificat de retraite remis aux agents supérieurs

Cette distinction de longue date vise à remercier les sous-ministres et les sous-ministres adjoints ou les personnes qui occupent des postes équivalents, lorsqu'ils prennent leur retraite

après 10 ans ou plus de service. Elle consiste en un certificat portant le sceau et la signature du gouverneur général.

Prime d'excellence

Cette prime est la plus haute distinction par laquelle le gouvernement reconnaît l'utilité d'une suggestion faite ou le caractère méritoire du rendement au travail. Seuls les employés ayant reçu une prime au mérite ou une prime à l'initiative de leur ministère y sont admissibles. La distinction consiste en une plaque gravée présentée par le président du Conseil du Trésor.

Prix pour services insignes

Ce prix s'adresse aux cadres supérieurs et ne peut être remporté qu'une seule fois. Il est décerné par le Conseil du Trésor à un fonctionnaire de carrière nommé par un sous-ministre et le Bureau du Conseil privé. Le critère minimum demande que le candidat ait fourni un rendement exceptionnel pendant au moins trois ans. Le prix se compose d'un parchemin portant une mention et les signatures du premier ministre et du gouverneur général et d'une oeuvre d'art canadienne.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez appeler Louise Dorey, coordonnatrice des primes d'encouragement au (613) 990-4200.

La protection de la vie privée

«La vie privée de chacun de nous fait l'objet de données électroniques qui risquent de plus en plus d'être organisées, vendues, modifiées, perdues, mal interprétées et livrées à la curiosité du public», affirmait Alan Leadbeater à l'occasion d'un séminaire offert en mai par le ministère des Communications.

M. Leadbeater, directeur exécutif du Commissariat à la protection de la vie privée, a prononcé l'allocution d'ouverture du séminaire intitulé «La vie privée et la protection des renseignements informatisés personnels dans les années 1990», le deuxième d'une série organisée par la Direction de la stratégie et de la planification (DGSP) pour le printemps et l'été.

L'intrusion dans la vie privée augmente à mesure que l'informatisation se répand dans la société, fait observer le conférencier. Pressant le Ministère de reprendre son rôle de chef de file dans la protection des renseignements personnels, il ajoute qu'à l'ère de l'information, nous devons avoir un niveau élevé de protection.

Les premiers travaux effectués par notre Ministère sur la protection de la vie privée en ont fait l'un des pionniers dans ce domaine, remarque M. Leadbeater, mentionnant le rapport produit par les ministères des Communications et de la Justice en 1972, intitulé *L'ordinateur et la vie*. Mais par la suite, le Ministère a accordé moins d'importance à cette question, pendant qu'elle prenait une importance accrue ailleurs.

En Europe, des lois rigoureuses contrôlent l'utilisation des données personnelles dans les secteurs privés et publics. L'imposition de normes encore plus

strictes par le Parlement européen en 1993 signifie que les entreprises faisant des affaires en Europe ne pourront transmettre de données personnelles hors de ce continent à moins que leur propre pays n'offre une protection équivalente, note M. Leadbeater.

«Le temps où les pays d'Europe prenaient le risque de transmettre des renseignements sur leurs citoyens à des pays qui n'offraient pas une protection comparable à la leur est révolu», continue-t-il. Au Canada et aux États-Unis, le problème vient du fait que la législation en matière de protection de la vie privée ne s'applique qu'aux institutions gouvernementales. Par conséquent, la circulation internationale croissante de renseignements n'est pratiquement pas réglementée en Amérique du Nord.

M. Leadbeater déclare que le Ministère doit de nouveau s'intéresser à la protection des renseignements personnels. «Nous devons faire en sorte que le secteur privé et nos représentants élus reconnaissent la réalité et l'ampleur du problème. Sinon, les membres d'une industrie canadienne grandement désavantagée seront nombreux à exiger de savoir pourquoi nous ne les avons pas informés plus tôt.»

La table ronde qui a suivi l'allocution d'ouverture réunissaient Carmen Bagley, gestionnaire, Consultations aux affaires des consommateurs, Price Waterhouse; Pierrôt Péladeau, membre de la Ligue des droits et libertés; Peter Robinson, consultant en questions de télécommunications; et Arthur Cordell, conseiller spécial en politique d'information technologique au Ministère.



Une équipe de 18 employés de Communications Canada a reçu la Prime d'excellence du Conseil du Trésor pour l'élaboration d'un système mobile de communications par satellite (MSAT), prime qui a couronné 11 ans d'efforts. Le président du Conseil, Gilles Loiselle, leur a remis la récompense le 22 mai dernier, en présence du sous-ministre, Alain Gourd. On reconnaît, de gauche à droite : (à l'arrière) Alain Gourd, Hugh Reekie, John Kent, Harold Raine, Vera Wills, Violet Goyette, David Gilvary, John Butterworth, Jean-Guy Dumoulin, Allan MacIatchy, Allister Pedersen et Don Buchanan; (première rangée) John Braden, Demetre Athanassiadis, Pierre Boudreau, Gilles Loiselle, Robert Briethaupt, Robert Huck et Joseph McNally. Absent : John Sydor.

Nouveau rôle pour les employés de l'ATG

par Maureen Kullman

La vie est certainement plus animée maintenant à l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) qu'à mon arrivée, il y a deux ans et demi.

Au printemps dernier, l'ATG est devenue une agence spéciale d'exploitation (ASE). Tout en faisant toujours partie du ministère des Communications, nous disposons de plus d'autonomie dans des domaines tels que le contrôle administratif, la gestion du personnel et les finances. Cette souplesse accrue nous permet de fonctionner davantage à la manière d'une entreprise du secteur privé.

Même avant que le Conseil du Trésor n'approuve le nouveau rôle de l'ATG, nous avions commencé à nous orienter vers nos marchés. Nous avons amélioré la promotion de nos services dans les ministères et les organismes

fédéraux si bien qu'un plus grand nombre d'entre eux travaillent maintenant avec l'ATG pour élaborer des systèmes de télécommunications et des réseaux ajustés à leurs besoins. Afin d'appuyer la nouvelle orientation, la structure de l'Agence comprend maintenant la Direction du marketing et celle des politiques globales et des affaires publiques. Le Programme d'architecture des télécommunications relève de la Division du développement et des programmes techniques.

La visibilité accrue de l'ATG signifie que les employés sont également plus visibles. Nous nous efforçons d'être positifs et ouverts, d'adopter une approche proactive avec les clients et de prévoir leurs besoins. Tout le travail est orienté vers l'atteinte des objectifs de l'Agence, ce qui me donne un but et en même temps le sentiment d'appartenir entièrement à l'équipe de l'ATG.

En tant qu'agente principale d'information, un autre changement qui me touche directement est le nouveau style de rédaction que nous avons adopté : simple, amical et axé sur nos marchés.

L'ATG recherche des méthodes nouvelles et plus efficaces de mener ses affaires; on nous a ainsi tous incités à faire preuve d'initiative et à devenir plus productifs et compétents que jamais. Pour moi comme pour tous les employés de l'ATG, le défi est donc de trouver des moyens innovateurs d'atteindre les nouveaux objectifs de l'Agence. Nous devons travailler en équipe et nous adapter aux situations afin de veiller à ce que l'ATG demeure au premier rang des services de télécommunications et de technologie de l'information.

Maureen Kullman est agente principale d'information à la Direction des politiques globales et des affaires publiques de l'ATG.

SMAP

Philip Kinsman, directeur général de l'information, a accepté une affectation provisoire au Bureau du secrétaire du Gouverneur général, en qualité de conseiller principal en matière de communications.

Lise Bélair-Brûlé a été promue adjointe administrative à la DGSP.

Larry Greetham, coordonnateur de la formation à la Division de la politique, de la planification et de l'évaluation pour les régions (DGRO), a accepté une affectation d'un an auprès du gouvernement de l'Australie, dans le cadre du Programme d'échanges industriels et scientifiques.

Simon Landry, anciennement du Bureau du Conseil privé, s'est joint au Ministère, en qualité d'analyste principal à la Direction générale des opérations régionales.

Diane Désormeaux a été mutée du Cabinet du sous-ministre au Secrétariat de la correspondance, en qualité d'agente de la correspondance.

Geneviève Mounier a été nommée conseillère, Politiques culturelles et liaison, à la Division des programmes régionaux (DGRO).

Natalie Bradbury a été promue conseillère en politiques à la Division des affaires culturelles internationales (DGIR).

Hervé Déry, anciennement du Conseil du Trésor du Canada, a été muté à la Division de l'évaluation des programmes (DPE), en qualité de gestionnaire principal de l'évaluation des programmes.

Johanne Jutras a été mutée de la DGIR à la DGIS, en qualité de secrétaire du directeur de la planification et de la liaison.

Chantal Charette, anciennement du secteur SMAAP, a été promue secrétaire à la Division des programmes régionaux (DGRO).

Lydia Guerra a été nommée commis à la correspondance au Secrétariat de la correspondance.

Art Carew a été muté de la DGRR à la DGIR, en qualité d'agent de la Division des télécommunications internationales.

Anne-Marie St-Onge a été nommée pour une période indéterminée secrétaire du sous-ministre adjoint principal.

Attilio Barcados a été promu conseiller principal en matière de politiques à la Division de la planification des priorités et des affaires gouvernementales (DGSP).

Marie-Jude Étienne a été nommée pour une période indéterminée secrétaire du directeur, Politique, planification et évaluation pour les régions (DGRO).

Ghislaine Bilodeau, agente de coordination et de planification à la DGFP, a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Micheline Steals, secrétaire du directeur général de l'information (DGIS), a accepté une affectation de 21 mois au Bureau du secrétaire du Gouverneur général.

Manon Lacroix a été nommée pour une période indéterminée adjointe administrative, Division des services de rédaction (DGIS).

Geneviève Ledoux a été promue conseillère, Politique et liaison, à la Division des programmes régionaux (DGRO).



Lise Lacroix-Quirouette, adjointe administrative, Division des affaires publiques et de la planification (DGIS), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Ghislaine Urbain a été nommée pour une période indéterminée secrétaire du directeur général adjoint, Relations internationales (DGIR).

SMAGI

Dan Rainboth, directeur de la vérification interne, est maintenant

directeur invité, Fonction publique 2000, à la DGHR.

Paul Pinaud, anciennement de Revenu Canada, Impôt, a été nommé chef, Autorisations de sécurité et contrôle des visites, à la Division des services de soutien de la sécurité et des communications (DSCS).

Hélène Godreau, adjointe administrative à la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines (DGRH), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.



Diane Desjardins a été promue agente de programmes, Formation linguistique et évaluation de rendement, à la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines (DGHR).

Louise Blondin a été nommée agente chargée des systèmes et de la formation, Rémunération et avantages sociaux, à la Division des relations de travail et des avantages sociaux (DGHR).

Pierre Alleyn a vu confirmer sa nomination au poste d'agent de formation et de perfectionnement à la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines (DGHR).

Susan Mongrain a accepté un détachement d'un an du ministère des Affaires indiennes et du Nord au Secrétariat de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (DMC), en qualité de conseillère principale intérimaire en matière de politiques.

André Bouffard a été muté au sein de la Division des services de soutien de la sécurité et des communications (DSCS) en qualité d'analyste de la sécurité matérielle.

Dorothy Franklin a été nommée analyste principale à la Division des services de gestion financière – portefeuille du Ministre (DGFM).

Flo Hooley, surveillante (Centre de télex) à la Division des services des documents administratifs (DGAT), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Pierrette Henrie a vu confirmer sa nomination au poste de conseillère, Gestion de carrière et réaménagement de l'effectif, à la Division de la planification et du perfectionnement des ressources humaines (DGHR).

Colin Taylor a été nommé directeur, Services de soutien de la sécurité et des communications (DSCS).

JoAnn Boyer, agente des systèmes financiers à la Division de la Politique des finances, des systèmes et de la comptabilité (DGFM), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Esther Saunders a été mutée de la Division du Programme d'initiatives culturelles (SMAAP), à la Division de la politique des finances, des systèmes et de la comptabilité (DGFM) en qualité de commis aux comptes à payer.

Peter Mitchell, auparavant gestionnaire des Services de création visuelle, aux Services administratifs et techniques (DCAT) du CRC, s'est joint à Approvisionnement et Services Canada par suite d'une promotion.

Julie Côté a été nommée pour une période indéterminée, chef, Programmes de sécurité et d'information spéciale, aux Services de sécurité et de soutien des communications (DSCS).

Louise Stewart, commis aux comptes à payer à la Division de la politique des finances, des systèmes et de la comptabilité (DGFM), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

SMARS

Janet Deschenes a été promue au sein de la Division des applications

Qui fait quoi

(du 1^{er} mars au 28 juin, 1991)

automatisées (DGRR), au poste d'agente de la coordination extérieure.

Allen Lee, de la firme Microtel Systems Engineering, a accepté une affectation d'un an à la Division du développement et des programmes techniques (PGTA), en qualité de conseiller principal en télécommunications, dans le cadre du Programme d'échanges industriels et scientifiques.

Robert Laverdure, gestionnaire, Systèmes informatiques, de la Division des systèmes automatisés de gestion du spectre (DGEP), a accepté une affectation de deux ans à la Spectrocan Engineering Inc., dans le contexte du Programme d'échanges industriels et scientifiques.

William Ranger a accepté un détachement d'un an d'Emploi et Immigration Canada à la Division de la gestion des systèmes de télécommunications (PGTA), en qualité de chef, Systèmes de télécommunications.

Inna Bischof a été mutée de la DGTP à la Division de la planification et des politiques de réglementation (DGRR), en qualité d'analyste des politiques de réglementation.

Hélène Viau, auparavant commis aux finances à la Division des applications automatisées (DGRR), a été promue adjointe administrative, Division du conseil et de l'analyse-CEM (DGEP).

Judy Wylie a été promue agente de la correspondance à la Division de la planification et des politiques de réglementation (DGRR).

Éric Després a accepté un détachement d'un an de Transports Canada à la Division du développement et des programmes techniques (PGTA), en qualité de surintendant, Communications ISO.

Jeannine Henry, secrétaire du directeur, Technologies des communications optiques et de la photonique (DGCD), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Gwen Buck a été promue gestionnaire de bureau à la Division technique des demandes en radiodiffusion (DGBR).

Manon Bolduc a été nommée commis aux services techniques de radiodiffusion FM de la Division technique des demandes en radiodiffusion (DGBR).

Peter Wolters a été nommé pour une période indéterminée commis au contrôle de l'inventaire, Bureau d'homologation et services techniques (DGEP).

Sandra Drohan, gestionnaire, Administration de la Direction générale, à la Division de la planification de l'informatique (DGIM), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

SMAAP

Judith Logan, auparavant restauratrice principale, a été promue chef, Archéologie et textiles, à la Division des services de conservation de l'Institut canadien de conservation.

Nicole Quintal a été mutée de la Division des langues officielles (DGHR), à l'Unité de correspondance sectorielle, Division de la gestion du secteur, en qualité d'agente de la correspondance.

Les trois employées suivantes ont été nommées pour une période indéterminée à l'Institut canadien de conservation (ICC):

Helen MacKay, restauratrice adjointe principale, Services de conservation; **Carol Bigras**, technologue en documentation scientifique, Services de recherche en conservation; **Sandra Lafortune**, rédactrice-réviseur, Services d'information et de diffusion externe.



Mary Peever et **Janet Mason** ont été promues restauratrices à la Division des services de conservation (ICC).

David Miller, du secteur privé, a été nommé scientifique adjoint principal en conservation, Division des services de recherche en conservation (ICC).

Les quatre employés suivants ont quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière :

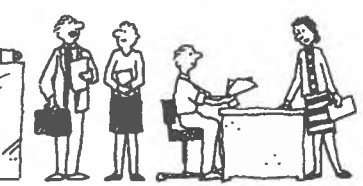
Line Tardif, archiviste à la Direction générale de la politique et des programmes des musées et du patrimoine; **Luby Aczel**, gestionnaire, gestion des collections, à la Division du programme d'aide aux musées (DGMHP); **Nadine La Belle**, directrice par intérim, Gestion du secteur; **Nicholas Sidor**, analyste des politiques à la Direction générale de la politique et des programmes des musées et du patrimoine.

Carmen D'Aoust a été nommée chef de cabinet du sous-ministre adjoint, Arts et patrimoine.

SMAPC

Adam Ostry, auparavant directeur, Politique des arts (DGAP), a été promu directeur général, Industries culturelles (DGCI).

Nicole Pigeon a été nommée pour une période indéterminée à un poste de secrétaire à la Division de la politique et des programmes du film, du vidéo et de l'enregistrement sonore (DGCI).



Hélène Asselin a été nommée analyste principale des politiques à la Division de la politique des finances et de la réglementation (DGTP).

James Ladouceur, auparavant analyste des télécommunications, Division du service à la clientèle (PGTA), a été promu analyste principal en matière de politiques à la Division du développement télématique (DGNM).

Pierre Leduc, analyste principal des politiques à la Division de la politique commerciale internationale et des télécommunications Canado-américaines de la DGIR (SMAP), a été muté à la Direction générale de la télématique et des nouveaux médias (DGNM), en qualité de directeur, Nouveaux médias.

Helen Kennedy a été nommée pour une période indéterminée analyste des politiques à la Division de la politique des finances et de la réglementation (DGTP).

John Watt, auparavant directeur général, Industries culturelles (DGCI), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

SMAQ

Michel Saint-Denis, coordonnateur, Radiodiffusion et audiovisuel, à la Direction générale du développement régional (DGDR), a été muté à Industrie, Sciences et Technologie Canada.

Les inspecteurs radio suivants ont été promus en vertu du programme de sous-classement EL:

Alexandra Thompson, District de Montréal; **Fernando Mendes**, District de Montréal; **Harold Carmichael**, District de Chicoutimi.

Claudette Bisson a été mutée du Bureau régional au District de Montréal, en qualité de commis.

Claire Blake a été nommée pour une période indéterminée au poste de commis aux comptes à payer, Section des finances (DCGQ).

Nathalie Le Coz a été promue agente de programmes à la Division du

Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore (DGDR).

André Prudhomme a été muté au sein de la Division des opérations, Direction générale de la Gestion du spectre et des opérations de district (DGQ) en qualité d'agent de normalisation.

Sylvie Landreville a été promue commis à la Section de l'administration (DCGQ).

Brigitte Lafortune a été mutée de Forêts Canada à la Division du Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore (DGDR), en qualité d'agente de programmes.

Danielle Carrier a été mutée de Transports Canada à la Division du développement technologique (DGDR), en qualité d'agente de projets.

André Lemay, ingénieur-chercheur à la Direction de la technologie de pointe du Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail (CCRIT), a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Robert Régimbald est passé du District d'Ottawa au District de Montréal – Bureau auxiliaire de l'Outaouais, en qualité d'inspecteur responsable.

Raymond Descout a été promu gestionnaire, Recherche et développement systémique, à la Direction des systèmes intégrés du Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail (CCRIT).

DEA

Marthe Saulnier, qui travaillait auparavant pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à Moncton, a été nommée adjointe administrative au directeur exécutif.

Gloria Gravel a accepté un détachement d'un an de la Commission de la Fonction publique à la Division des communications et de la culture du Bureau régional de Moncton, en qualité d'agente de développement, Entente de coopération Canada-Nouveau-Brunswick.

DEO

Violet Tam a été promue adjointe, Communications et culture, Bureau régional de Toronto.

Wade Kuhl, inspecteur radio en formation, District de Kitchener, et **William Mintern**, inspecteur radio, District de Toronto, ont quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Daniel Martyn, analyste des télécommunications à la Division des télécommunications gouvernementales du Bureau régional, a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Susan Anderson remplace **Lynn Thomas** au poste de surveillant du soutien administratif, District de London. Lynn Thomas a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

DEC

Darlene Lentle a été promue, au sein de la Division du personnel du Bureau régional de Winnipeg, au poste de chef régional, Rémunération et avantages sociaux.

Marla Gerson, réceptionniste/commis d'administration, District de Calgary, a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

Jean Makeiff, chef, Systèmes informatiques régionaux, à la Division des finances de l'administration et de l'informatique du Bureau régional, a été mutée à Approvisionnements et Services Canada.

Francine Côté, agente des communications à la Division de la stratégie, de la planification et des affaires publiques du Bureau régional, a quitté le Ministère pour poursuivre une autre carrière.

John Sidlowich s'est joint à la Section de l'informatique du Bureau régional, en qualité de programmeur/agent de formation.

Voir page 8 : Qui fait quoi

Retirements

Because of an extraordinary number of recent retirements, Communications Express regrets that it is unable to publish the photo of each retiree.

Carl Buckley, Chief, Operations, Information Systems, Canadian Heritage Information Network (CHIN) — 35 years.

Gerry Delince, Administrative Officer, Administration and Finance, CHIN — 19 years.

Kathleen Bélanger, Accounts Receivable Clerk, Financial Policy, Systems and Accounting — 14 years.

Gerry Doré, Pay Verification Clerk, Financial Policy, Systems and Accounting, DGFM — 16 years.

Eugene Morrison, Special Advisor, Microcomputer Technology, Integrated Office Systems, DGIM — 39 years.

Ron Brown, Supervisor, Spectrum Control, Lower Mainland District Office, Pacific Region — 39 years.

Jim Dean, Regional Manager, Authorization, Pacific Regional Office — 39 years.

Yvon Quinn, Assistant Data Analyst, Telecommunications Systems Management, DGGT — 35 years.

Geoff Barham, Supervisor, Spectrum Control, Manitoba District Office — 32 years.

John Shewfelt, Radio Inspector, Manitoba District Office — 36 years.

Ray Flatt, Telecommunications Manager, Government Telecommunications Agency, Edmonton District Office — 34 years.

Kay Reid, Pay and Benefits Clerk in the Personnel Division of the Central Regional Office — 25 years.

Jack Downes, Telecommunications Manager, Government Telecommunications Division, Winnipeg Regional Office — 34 years.

Jim Rohatensky, Radio Inspector, Manitoba District Office — 36 years.

Yun Foo Lum, Director, Broadcast Systems and Networks Research, DGBT — 15 years.

André Martinelli, Research Technologist, Information Processing Research, DGBT — 29 years.

Ross Ritchie, Specialist, Telecommunications Maintenance and Spectrum Management, Certification and Engineering Bureau, DGEP — 31 years.

Ivan Vrana, Project Leader, Technology Assessment Support, Automated Spectrum Management Systems, DGEP — 30 years.

Sam Ayre, Technician, Advanced Devices and Reliability, DGCD — 32 years.

Donald Davidson, Technologist, Advanced Devices and Reliability, DGCD — 35 years.

Louis Pecek, Manager, Revenue Operations, Finance and Administration, PGTA — 17 years.

Constance Sigouin, Administrative Supervisor, Finance and Administration, PGTA — 20 years.

Janet Bezanson, Administrative Assistant, DGRR — 15 years.

Donald Bradley, Technologist, Satellite Communications, DGRC — 35 years.

Donald Muldrew, Group Leader IS-IS, Radio Propagation, DGRC — 34 years.

Ruth Alexander, Administrative Clerk, Spectrum Management Operations, DGRR — 34 years.

Kenneth Duncan, Standards Officer, Spectrum Management Operations, DGRR — 34 years.

Barbara Hubert, Coordination Support Clerk, Spectrum Management Operations, DGRR — 19 years.

Ronald Powers, Officer, Spectrum Management Operations, DGRR — 32 years.

Larry Thivierge, Manager, Systems Procedures, Automated Applications, DGRR — 37 years.

Donald Crouse, Data Analyst, National Data Systems, Telecommunications Systems Management, PGTA — 39 years.

Denis Rouillard, Assistant Data Analyst, Telecommunications Systems Management, PGTA — 30 years.

Lloyd Perrier, Technologist, Satellite Communications, DGRC — 25 years.

Gerald Venier, Research Scientist, Radio Communications Technologies, DGRC — 35 years.

Christopher Foo, Technologist, Components and Subsystems, DGCD — 18 years.

Tom Nishazaki, Engineer, Advanced Devices and Reliability, DGCD — 32 years.

David Gilvary, Senior Policy Advisor — Services, Industry Structure and Services, DGTP — 26 years.

Patricia Kirk, UNESCO Certification Officer, Canadian Audio-Visual Certification Office, Cultural Industries Branch — 32 years.

Richard Nassar, on an Industrial and Scientific Assignment with Spectrocan Engineering Inc. since May 1989, previously with the Telecommunications Policy Branch — 33 years.

Laura Lindsay, Secretary to the Director, Government Telecommunications, Pacific Regional Office — 16 years.

Jocelyn Schulzer, Communications Development Officer, Communications and Culture, Pacific Regional Office — 14 years.

Tony Tamayose, Supervising Inspector, Operations, Pacific Regional Office (on secondment with the Department of the Secretary of State, Japanese Canadian Redress Secretariat, since November 1988) — 32 years.

Claire Désormeaux, Policy Advisor, Cultural Initiatives Program, DGAP — 16 years.

Madeleine Bédard-Beaudin, Secretary, Canadian Audio-Visual Certification Office, Cultural Industries Branch — 24 years.

Louise Simard-Dupuy, Policy Analyst, Arts and Policy Branch — 19 years.

Gulbanu Allibhai, Travel Clerk, Museums and Heritage/Policy and Programs — 18 years.

Donald McCuaig, Telecommunications Officer, GTA Atlantic Regional Office — 15 years.

Hilliard Billings, Equipment Operator, Shops and Trades, Administrative and Technical Services, DCAT, CRC — 38 years.

Richard Desmarais, Director, Planning and Coordination/Facilities Management, DGAT — 16 years.

Ken Billings, Storeman, Materiel Management Services, Administrative and Technical Services, DCAT, CRC — 39 years.

Claude Corneau, Storeman, Materiel Management Services, Administrative and Technical Services, DCAT, CRC — 33 years.

Adrian Carroll, Driver, Fleet Operations, DCAT, CRC — 34 years.

Stanley Kemp, Head, Instrument Maintenance, Instrument Services, Administrative and Technical Services, DCAT, CRC — 26 years.

Robert Moulton, Shift Engineer, Central Heating and Cooling Plant, Administrative and Technical Services, DCAT, CRC — 27 years.

Garry Payeur, Designer, Creative Visual Services, DCAT, CRC — 34 years.

Clifford Williams, Driver, Fleet Operations, DCAT, CRC — 35 years.

People continues from page 7

Rachelle Smith has transferred from Employment and Immigration Canada to the Strategy, Planning and Public Affairs Division of the Regional Office, as Communications Officer.

Murielle Denis, Spectrum Control Clerk in the Saskatoon District Office, has transferred to Revenue Canada.

Terry Keim has transferred from the Yellowknife District Office to the Regina District Office as District Director. **Rolf Ziemann** is replacing him as District Director in Yellowknife.

The following Radio Inspectors were promoted through the EL Underfill Program:

Darryl De Forest, Calgary District Office.

Ron Tonita, Regina District Office

Bernard Ries, Saskatoon District Office

EDP

Margareth Sorensen, previously with Environment Canada, was appointed Secretary to the Executive Director.

Qui fait quoi suite de la page 7

Rachelle Smith a été mutée d'Emploi et Immigration Canada à la Division de la stratégie, de la planification et des affaires publiques du Bureau régional, en qualité d'agente des communications.

Murielle Denis, commis au contrôle du spectre, District de Saskatoon, a été mutée à Revenu Canada.

Terry Keim a été muté du District de Yellowknife au District de Regina en qualité de directeur de district. **Rolf Ziemann** le remplace à la direction du District de Yellowknife.

Les inspecteurs radio suivants ont été promus en vertu du programme de sous-classement EL:

Darryl de Forest, District de Calgary;

Ron Tonita, District de Regina;

Bernard Ries, District de Saskatoon.

DEP

Margareth Sorensen, auparavant d'Environnement Canada, a été nommée secrétaire du directeur exécutif.



♦ Jean-Charles Mondou (left), Specialist, Spectrum Control, in the Quebec District Office, has retired after 32 years of service. He is seen here receiving his retirement certificate from District Director Yvon Trudel. Also on hand for the ceremony: Roger Lamothe, Chief, Spectrum Control; Pierre Lamay, Director, Regional Operations; and Michel Robitaille, Chief, Licensing Section.

Jean-Charles Mondou (à gauche), spécialiste, Contrôle du Spectre, au bureau de district de Québec a

pris sa retraite après 32 années de service. Il reçoit ici son certificat de retraite des mains du Directeur du district, Yvon Trudel. Apparaissent également sur la photo en haut à gauche, Roger Lamothe, chef de section, Contrôle du Spectre, Pierre Lemay, Directeur général adjoint intermédiaire, gestion du spectre et opérations de district et Michel Robitaille, Chef de section, autorisation.



♦ John Gilbert (left), Special Advisor to the Assistant Deputy Minister, Research and Spectrum, receives a briefcase from the Assistant Deputy Minister, Mike Binder, in honour of his retirement after 32 years of service.

John Gilbert (à gauche), conseiller spécial auprès du sous-ministre adjoint, Recherche et spectre, se voit remettre un porte-documents par le SMA, Mike Binder, à l'occasion de son départ après 32 ans de service.

Long Service Awards

35 years

Gisèle Savage, Chief, Compensation and Benefits, Staff Relations and Compensation, DGHR.

25 years

Michel Séguin, Director General, Human Resources, ADMCM.

Ruth Mayost, Director, Policy Sector Planning and Coordination Division, SADM.

Wallene Munro, Chief, Human Resources Policy, Human Resources Planning and Development, DGHR.

Longs états de service

35 années

Gisèle Savage, chef, Rémunération et avantages sociaux, Relations de travail et avantages sociaux (DGHR)

25 années

Michel Séguin, directeur général, Ressources humaines (SMAGI)

Ruth Mayost, directrice, Planification et coordination du secteur (SMAP)

Wallene Munro, chef, Politique des ressources humaines, Planification et développement des ressources humaines, DGHR

Ont pris leur retraite

En raison du nombre exceptionnel de nouveaux retraités, Communications Express regrette de ne pouvoir publier la photo de chacun d'entre eux.

Carl Buckley, chef, opérations, Systèmes d'information, Réseau canadien d'informations sur le patrimoine (RCIP) — 35 ans.

Gerry Delince, agent d'administration, Administration et Finances (RCIP) — 19 ans.

Kathleen Bélanger, commis aux comptes-clients, Politique financière, systèmes et comptabilité — 14 ans.

Gerry Doré, commis à la vérification de la paie, Politique financière, systèmes et comptabilité (DGFM) — 16 ans.

Eugene Morrison, conseiller spécial, Technologie des micro-ordinateurs, Systèmes de bureautique intégrée (DGIM) — 39 ans.

Ron Brown, surveillant, Contrôle du spectre, district de Lower Mainland, région du Pacifique — 39 ans.

Jim Dean, gestionnaire régional, Autorisation, région du Pacifique — 39 ans.

Yvon Quinn, analyste adjoint des données, Gestion des systèmes de télécommunications (DGGT) — 35 ans.

Geoff Barham, surveillant, Contrôle du spectre, district du Manitoba — 32 ans.

John Shewfelt, inspecteur de radio, district du Manitoba — 36 ans.

Ray Flatt, gestionnaire des télécommunications, Agence des télécommunications gouvernementales, district d'Edmonton — 34 ans.

Kay Reid, commis à la rémunération et aux avantages sociaux pour la division du personnel de la région du Centre — 25 ans.

Donald Crouse, analyste des données, Systèmes nationaux de transmission des données, Gestion des systèmes de télécommunications (PGTA) — 39 ans.

Denis Rouillard, analyste adjoint des données, Gestion des systèmes de télécommunications (PGTA) — 30 ans.

Lloyd Perrier, technologue, Communications par satellite (DGRC) — 25 ans.

Gerald Venier, chercheur scientifique, Technologies des communications radio (DGRC) — 35 ans.

Christopher Foo, technologue, Composants et sous-systèmes (DGCD) — 18 ans.

Tom Nishazaki, ingénieur, Dispositifs de pointe et fiabilité (DGCD) — 32 ans.

David Gilvary, conseiller principal en politique, Services, Organisation et services industriels (DGTP) — 26 ans.

Patricia Kirk, agent de certification de l'UNESCO, Bureau de certification des produits audio-visuels canadiens, Direction générale des industries culturelles — 32 ans.

Richard Nassar, en affectation depuis mai 1989 à la Spectrocan Engineering Inc. dans le cadre du Programme d'échanges industriels et scientifiques, anciennement au service de la Direction générale de la politique des télécommunications — 33 ans.

Laura Lindsay, secrétaire du directeur, Télécommunications gouvernementales, région du Pacifique — 16 ans.

Jocelyn Schulzer, agent de développement des communications, Communications et culture, région du Pacifique — 14 ans.

Tony Tamayose, inspecteur à la surveillance, Opérations, région du Pacifique (en détachement pour le Secrétariat d'État, au Secrétariat du redressement des Canadiens japonais depuis novembre 1988) — 32 ans.

Claire Désormeaux, conseillère en politique, Programme des initiatives culturelles (DGAP) — 16 ans.

Madeleine Bédard-Beaudin, secrétaire, Bureau de certification des produits audio-visuels canadiens, Direction générale des industries culturelles — 24 ans.

Louise Simard-Dupuy, analyste en politique, Direction générale de la politique des arts — 19 ans.

Gulbanu Allibhai, commis aux voyages, Politiques et programmes des musées et du patrimoine — 18 ans.

Jack Downes, gestionnaire des télécommunications, Division des télécommunications gouvernementales, district de Winnipeg — 34 ans.

Jim Rohatensky, inspecteur de radio, district du Manitoba — 36 ans.

Yun Foo Lum, directeur, Recherche en systèmes et réseaux de radiodiffusion (DGBT) — 15 ans.

André Martinelli, technologue en recherche, Recherche sur le traitement de l'information (DGBT) — 29 ans.

Ross Ritchie, spécialiste, Maintenance du matériel de télécommunications et gestion du spectre, Bureau d'homologation et de services techniques (DGEP) — 31 ans.

Ivan Vrana, chef de projet, Soutien de l'évaluation de la technologie, Systèmes automatisés de gestion du spectre (DGEP) — 30 ans.

Sam Ayre, technicien, Dispositifs de pointe et fiabilité (DGCD) — 32 ans.

Donald Davidson, technologue, Dispositifs de pointe et fiabilité (DGCD) — 35 ans.

Louis Pecsek, gestionnaire, Gestion des revenus, Finances et Administration (PGTA) — 17 ans.

Constance Sigouin, surveillante en administration, Finances et Administration (PGTA) — 20 ans.

Janet Bezanson, adjointe administrative (DGRR) — 15 ans.

Donald Bradley, technologue, Communications par satellite (DGRC) — 35 ans.

Donald Muldrew, chef de groupe IS-IS, Propagation radioélectrique (DGRC) — 34 ans.

Ruth Alexander, commis à l'administration, Exploitation de la gestion du spectre (DGRR) — 34 ans.

Kenneth Duncan, agent des normes, Exploitation de la gestion du spectre (DGRR) — 34 ans.

Barbara Hubert, commis de soutien de la coordination, Exploitation de la gestion du spectre (DGRR) — 19 ans.

Ronald Powers, agent, Exploitation de la gestion du spectre (DGRR) — 32 ans.

Larry Thivierge, gestionnaire, Procédures des systèmes, Applications automatisées (DGRR) — 37 ans.

Donald McCuaig, agent des télécommunications, Télécommunications gouvernementales, région de l'Atlantique — 15 ans.

Hilliard Billings, opérateur d'équipement, Ateliers et métiers, Services administratifs et techniques (DCAT) (CRC) — 38 ans.

Richard Desmarais, directeur, Planification et coordination/gestion des installations (DGAT) — 16 ans.

Ken Billings, magasinier, Services de la gestion du matériel, Services administratifs et techniques (DCAT) (CRC) — 39 ans.

Claude Corneau, magasinier, Services de la gestion du matériel, Services administratifs et techniques (DCAT) (CRC) — 33 ans.

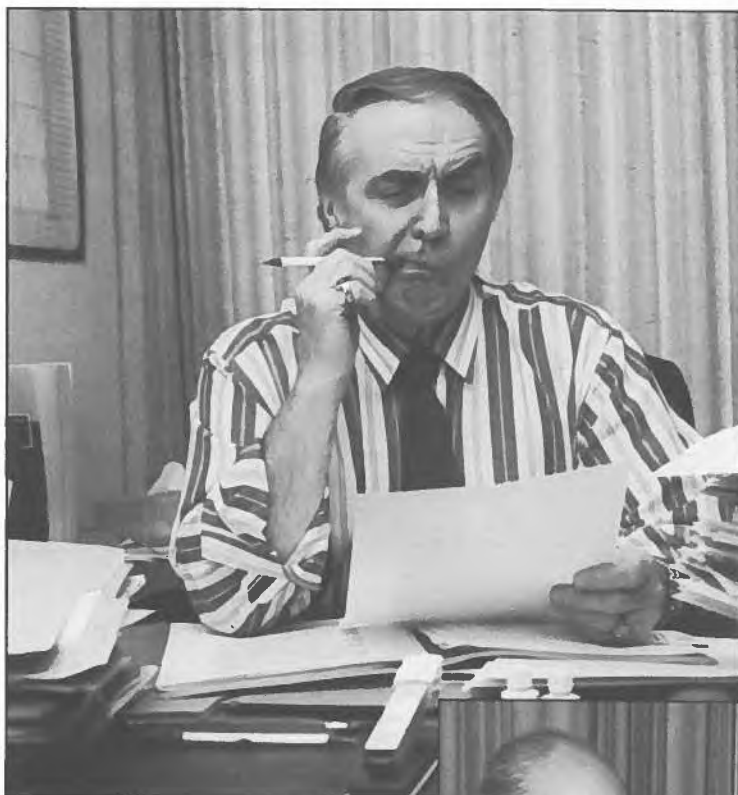
Adrian Carroll, chauffeur, service de la flotte (DCAT) (CRC) — 34 ans.

Stanley Kemp, chef, Entretien des instruments, Service des instruments, Services administratifs et techniques (DCAT) (CRC) — 26 ans.

Robert Moulton, ingénieur de quart, Chaufferie et installation de ventilation centrales, Services administratifs et techniques (DCAT) (CRC) — 27 ans.

Garry Payeur, graphiste, Services de création visuelle (DCAT) (CRC) — 34 ans.

Clifford Williams, chauffeur, service de la flotte (DCAT) (CRC) — 35 ans.



♦ Hal Markell, Officer in the Editorial Services Division of DGIS, studies a final document prior to his retirement after 31 years with the Department.

Hal Markell, agent des services de rédaction de la DGIS, étudie un dernier document avant de prendre sa retraite après 31 ans de service.

♦ Larry Peters (left), Policy Analyst in the Telecommunications Planning and Coordination Division of PGTA, and his wife, Germaine, open a gift at his retirement party marking 37 years of service.

Larry Peters (à gauche), analyste en politique de la Division de la planification et de la coordination des télécommunications, et sa femme Germaine ouvrent un cadeau lors de la fête organisée en l'honneur du départ de M. Peters, après 37 ans de service.

